

APPEL A PROJETS 2020

Actions de démonstrations et d'informations (hors Agriculture Biologique)

**PDR FEADER Aquitaine (TO 1.2.1), Limousin (TO
0121), Poitou-Charentes (TO 1.2.1)**

Evolution entre les différentes versions :

V0 du 31/12/2019 : Version originale (période de l'AAP : du 01/01/2020 au 31/03/2020)

V1 du 26/03/2020

Version 1 du 26/03/2020

Adaptations de l'appel à projets durant la période de confinement liée au Covid 19 modifiant l'article 5. :

- Le présent appel à projets est prolongé jusqu'au **15/05/2020**.
- Le **dépôt de dossier dématérialisé de demande d'aide est rendu possible** (dossier complet scanné et formulaire signé)
- La date d'envoi du courriel sera retenue comme date de début d'éligibilité des dépenses (sous réserve du contenu minimum requis par les règles liées au dispositif).
- Les pièces complémentaires à la demande d'aide ou à la demande de paiement peuvent être envoyées par mail dans une version provisoire à condition qu'elles permettent au service instructeur de démarrer l'instruction et se prononcer sur l'éligibilité du projet.
- **Le dossier original devra être transmis au service instructeur dans les 3 mois suivant la fin du confinement.**

1. Textes de références

Loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,

Programmes de Développement Rural 2014-2020 des Régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes,

Règlement de la Commission européenne n°1407/2013 relatifs aux aides *de minimis* du 18 décembre 2013,

Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation adopté le 19 décembre 2016 en séance plénière du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine,

Feuille de route « NeoTerra » pour accélérer et accompagner la transition environnementale en Nouvelle-Aquitaine adopté le 09 juillet 2019.

Régime cadre exempté de notification n° SA40979 relatif aux aides de transfert de connaissances et aux actions d'information dans le secteur agricole pour la période 2015-2020

2. Contexte

Secteurs clés de l'économie régionale, **l'agriculture, l'alimentation et la pêche sont aujourd'hui au cœur des enjeux de la transition écologique et du changement climatique.**

En effet, ces activités doivent relever **2 défis majeurs qui sont devenus incontournables** :

- en premier lieu, la **réponse aux fortes attentes sociétales notamment en termes de bien-être animal, et de sortie des pesticides**
- en second lieu **le défi du changement climatique** qui impacte dès à présent l'ensemble des filières de production.

Fort de l'agriculture très diversifiée, reposant majoritairement sur des petites et moyennes exploitations engagées dans des démarches officielles de qualité, la Nouvelle-Aquitaine dispose **à l'évidence de nombreux atouts pour répondre à ces défis et porter ainsi l'ambition de devenir la première région agricole en termes de transition écologique et climatique.**

De plus, les élus du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine réunis en séance plénière le 9 juillet dernier, ont adopté une feuille de route dédiée à la transition énergétique et écologique : Néo Terra. Elle se fixe 11 ambitions, accompagnées d'engagements chiffrés et d'actions concrètes.

L'ambition n° 2 de Neo Terra intitulée « Accélérer et accompagner la transition agroécologique » concerne directement le secteur agricole.

3. Problématiques régionales identifiées

En cohérence avec les textes de références, les objectifs globaux de la stratégie régionale en matière d'actions collectives agricoles sont :

- La sortie des pesticides,
- Le bien-être et la bientraitance animale,
- L'adaptation au changement climatique,
- L'atténuation du changement climatique.

4. Modalités de l'appel à projets

4.1. Bénéficiaires

Les bénéficiaires de cette opération sont les personnes morales qui assurent le transfert des connaissances, réalisent ou organisent des actions de démonstrations et d'informations auprès d'un public cible et sur les champs thématiques identifiés dans cet appel à projets.

Bénéficiaires non éligibles : Les OPCA (organismes paritaires collecteurs agréés)

Tout demandeur s'engage à respecter les obligations générales (engagements du demandeur) stipulées dans le formulaire de demande de subvention.

4.2. Conditions d'éligibilité

Les actions doivent se dérouler sur **le territoire de la Nouvelle-Aquitaine**. Vous devrez préciser la répartition entre les 3 territoires des PDR et détailler dans votre dossier technique la localisation de chaque action. **Si une action concerne plusieurs territoires, il est nécessaire de remplir une annexe 1 par action et par PDR.**

Les projets devront systématiquement présenter un **caractère collectif** et répondre aux objectifs de la feuille de route Néo Terra.

Dans le cadre des projets collectifs, un chef de file sera désigné et les modalités de fonctionnement du groupement seront précisées au sein de l'accord de partenariat (une convention de partenariat sera exigée). La subvention globale sera versée au chef de file et non directement aux membres du groupement, qui aura à charge de redistribuer la subvention en fonction des coûts réellement supportés par chacun des membres.

Les démonstrations ou informations doivent présenter systématiquement un caractère collectif. Les actions doivent comporter au minimum 5 personnes selon la définition du public cible.

Les projets déposés ne devront concerner ni l'agriculture biologique, ni les circuits courts; ces thématiques faisant l'objet d'appels à projets et / ou de dispositifs spécifiques.

Le bénéficiaire doit justifier des **capacités appropriées du personnel** affecté aux missions de transfert de connaissance, des actions d'informations, en termes de qualification et de formation régulière. Dans cet objectif, le personnel en charge de ces missions devra :

- Etre effectivement affecté à la mission objet de l'aide (fournir une fiche de poste à jour indiquant que la mission faisant l'objet de l'aide fait partie de ses tâches) ;
- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans le domaine concerné ou d'un diplôme niveau BAC + 2 en lien avec les thèmes faisant l'objet de l'aide (fournir les éléments, sous forme d'une note synthétique ou d'un CV, permettant de mesurer la capacité à intervenir dans les actions objet de l'aide : formation initiale, formation continue, valorisation des acquis de l'expérience (VAE), expérience professionnelle en la matière, stages...) ;
- Justifier d'une formation continue sur les thèmes faisant l'objet de l'aide (fournir les éléments démontrant qu'il met régulièrement à jour ses connaissances dans le domaine objet de l'aide, sur la base d'au moins un jour par an. L'actualisation de ses connaissances peut prendre la forme notamment de formations ou de sa participation à des colloques, des séminaires, ou à des groupes d'échanges pratiques).

4.3. Coûts admissibles

- les coûts salariaux des employés qui organisent ou réalisent l'opération ;
- les prestations externes pour l'installation, la réalisation ou le fonctionnement des dispositifs de démonstration, d'information ou d'expérimentation :
 - o prestation d'intervenants extérieurs dans les actions (spécialistes ou experts par exemple),
 - o petit matériel en lien direct et spécifique avec l'opération (toute dépense amortissable dans un délai inférieur à 1 an),
 - o coûts de communication et de publicité/information de l'action,
 - o location de machines et d'équipements liés aux actions de démonstration ou d'information,

- les coûts indirects, calculés sur une base forfaitaire correspondant à 15% des frais de personnels (salaires et charges) comme prévu par l'article 68 du règlement (UE) N°1303/2013,
- les frais d'impression et de diffusion de documents pour les actions de démonstration et d'informations ;
- les coûts de location de salle ;
- les coûts pour l'analyse de données spécifiques pour l'élaboration ou la mise à jour de documents supports dans la limite de 20% du total des autres dépenses éligibles au titre de l'opération.

Seront inéligibles les frais engagés par les participants et les frais de déplacement des intervenants.

4.4. Types d'actions éligibles : transfert de connaissances

Dans le cadre d'une démarche collective, l'opération concerne les actions de transfert de connaissances ou d'informations en faveur des personnes actives dans les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire dont voici une liste non exhaustive:

- Actions de démonstration :
 - Mise en œuvre de techniques culturelles innovantes ;
 - Séances de travaux pratiques collectifs sur le terrain (exploitations agricoles, stations techniques, etc.).
- Actions d'information :
 - Réalisation de réunions, colloques, journées d'information, journées techniques/filières, communication de résultats,
 - Rédaction et diffusion de résultats d'expérimentation ou de nouvelles pratiques papier ou numérique.

Il convient de noter que les supports et les actions soutenus ne doivent pas contenir des informations à caractère publicitaire ou promotionnel.

Ne sont pas éligibles dans le cadre de cette opération :

- les cours et programmes des systèmes d'enseignement initial (cours ou actions qui font partie des programmes ou systèmes normaux d'enseignement des niveaux secondaires ou supérieurs) ;
- Les activités à vocation commerciale ;
- Les activités de promotion (par exemple : régimes de qualité);
- Les activités d'expérimentation (mise en place et suivi).

Plancher des dépenses éligibles : L'intervention de la contrepartie financière de la Région Nouvelle-Aquitaine sera conditionnée à un plancher de dépenses éligibles à 60 000 €HT/dossier.

Pour mémoire niveau plancher des dépenses éligibles : 5 000 € HT / PDR.

Plafond des dépenses éligibles : 500 000 € HT/dossier.

Taux d'aide publique : Taux fixe à 80% d'aide publique du coût des dépenses éligibles dans le respect du cadre relatif aux aides d'Etat applicable aux secteurs considérés.

Le total des aides apportées par les financeurs publics (Etat, collectivités, agences et autres financeurs publics) doit atteindre obligatoirement le taux d'aide publique mentionné ci-dessus.

Taux de co-financement sur les 80% d'aide publique :

	<i>FEADER</i>	<i>Financier national</i>
<i>Aquitaine</i>	<i>80%</i>	<i>20%</i>
<i>Limousin</i>	<i>90%</i>	<i>10%</i>
<i>Poitou-Charentes</i>	<i>80%</i>	<i>20%</i>

4.5. *Durée maximum du projet*

Le bénéficiaire peut présenter un programme pluriannuel d'une durée maximale de 24 mois.

4.6. *Principes de sélection des projets*

Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes de sélection inscrits dans les Programmes de Développement Rural et déclinés dans les critères ci-après. Chaque dossier se verra affecter une note selon la grille suivante:

Thématiques	Critères de sélection	Scores
Pertinence de l'action proposée par rapport aux objectifs et résultats attendus de l'appel à projets	Prise en compte de la sortie des pesticides de synthèse dans le contenu du projet afin d'identifier des voies alternatives aux produits phytosanitaires pour les filières Fruits et Légumes, horticulture et Viti-Vinicole : <ul style="list-style-type: none"> - Diffusion de système ou de technique ayant fait leurs preuves permettant la rupture et la sortie des pesticides, comme par exemple le bio-contrôle 	20 pts
	Prise en compte du Bien-être animal dans le contenu du projet : <ul style="list-style-type: none"> - Diffusion de pratiques novatrices comme le sexage des œufs, ou de méthodes alternatives à la castration à vif des porcelets 	15 pts
	Prise en compte de la thématique Adaptation au changement climatique et participation à l'atténuation dans le contenu du projet : <ul style="list-style-type: none"> - Diffusion d'information sur les systèmes économes en eau, ou des productions résistantes au stress hydrique pour les filières arboricoles et grandes cultures. - Diffusion de pratiques agricoles pour plus de résilience dans les exploitations agricoles pour les filières animales - Diffusion de pratiques agricoles permettant le stockage du carbone et de l'azote sur les terres agricoles et la limitation des GES, comme par exemple l'intégration de légumineuse dans les rotations 	10 pts
Expérience et compétences des intervenants	Expérience et compétences des intervenants de la structure dans le cadre du projet : <ul style="list-style-type: none"> - publications antérieures sur le thème - ou description d'un plan de formation - ou appel à un expert externe - ou opérations similaires antérieures 	5 pts
Qualité du projet d'information ou de démonstration	Organisation du projet : <ul style="list-style-type: none"> - prise en compte d'une dimension partenariale dans le projet 	5 pts
	Public visé par le projet : <ul style="list-style-type: none"> - Agriculteurs, salariés agricoles (si supérieurs à 50%) - Techniciens, agents de développement 	5 pts 2 pts

Seuil minimal de sélection : **20 points** à condition de remplir au moins 2 critères.

4.7. Enveloppe prévisionnelle

FEADER (mesure 01) : 1 000 000 €

Région : 250 000 €

Total: 1 000 000 €

4.8. Eligibilité des dépenses

Les dépenses sont éligibles à compter de la date de recevabilité du dossier de candidature, **s'il contient les éléments minimums requis de la demande d'aide(1)**. Cette date sera rappelée dans un courrier d'accusé de réception de la demande d'aide.

Tout début d'exécution du projet (devis signé, dépenses engagées, etc.) avant la date de début d'éligibilité des dépenses mentionnée dans le courrier est susceptible d'entraîner le rejet de l'ensemble du dossier.

Cas particulier : Les demandes déposées avant l'ouverture de l'appel à projets et qui ont fait l'objet d'un accusé de réception ou d'un récépissé seront pris en compte dans la mesure où elles contiennent les éléments minimums requis de la demande d'aide(1).

(1) Nom du bénéficiaire, taille de l'entreprise, description du projet, dates (prévisionnelles) de début et de fin de projet, localisation du projet, liste des coûts du projet (un plan de financement avec quelques lignes suffit), type d'aide demandé, montant du financement public nécessaire pour le projet.

5. Modalités de dépôt des candidatures

Lancement de l'AAP 2020 :

L'avis d'appel à projets est mis en ligne sur le site internet du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine et sur le site l'Europe en Nouvelle-Aquitaine.

Dépôt des candidatures :

Toute structure intéressée pour être opérateur doit déposer un dossier de candidature **au plus tard le 31 mars 2020**, cachet de la poste faisant foi ou tampon avec date de réception par le service instructeur en cas de remise en mains propres.

Tout dossier incomplet à la date du 31 juillet 2020 sera considéré comme inéligible.

Lieu : Site de Limoges – Direction Agriculture, Industries Agroalimentaires et Pêche.

Le dossier de candidature est téléchargeable sur les sites de la Région Nouvelle-Aquitaine et de l'Europe en Nouvelle-Aquitaine, ou par demande par mail auprès des services de la Région.

<https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/>

<https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr>

6. Contacts

Adresse d'envoi :

Région Nouvelle-Aquitaine – Site de Limoges
Pôle Développement Economique et Environnemental
Direction Agriculture, Industries Agroalimentaires et Pêche
Service Filières Promotion Qualité
27 Boulevard de la Corderie
CS 3116
87 031 Limoges Cedex 1

Contacts :

Jérôme HEBRAS – jerome.hebras@nouvelle-aquitaine.fr – 05.87.21.20.27

Fabrice ESCURE – fabrice.escure@nouvelle-aquitaine.fr – 05.55.45.00.49

Stéphanie LUCAS – stephanie.lucas@nouvelle-aquitaine.fr – 05.55.45.17.84